



AFRIQUE

Les juges tunisiens protestent à l'occasion de l'anniversaire de leurs collègues Sac

01 juin 2023 17:08

Elizia Volkmann

TUNIS — L'Association des magistrats tunisiens a marqué le premier anniversaire du limogeage de plus de 50 juges par le président Kais Saied en protestant contre le contrôle présidentiel du système judiciaire, la dégradation de l'État de droit et l'emprisonnement des juges.

Le juge Anas Hmedi, président de l'Association des magistrats, a dirigé la protestation des juges au Palais de Justice, au centre de Tunis.

"Aujourd'hui, nous fêtons le premier anniversaire du limogeage de 57 juges par le président !" Hmedi a protesté auprès de ses collègues juges.

Le 1er juin 2022, le président Saied a démis les juges et 13 d'entre eux ont fait l'objet d'une enquête pour corruption, dont une femme juge accusée d'adultère.

Six semaines plus tard, Saied a modifié la constitution, plaçant ainsi le système judiciaire et judiciaire sous son contrôle.

Bien que le Tribunal administratif tunisien ait statué en faveur des juges et ordonné leur réintégration, le président a refusé d'obtempérer.

Cette manifestation intervient un jour après qu'un juge a ouvert une nouvelle enquête sur une vingtaine d'opposants politiques présumés de Saïed, dont le chef du parti Ennahda, Rached Ghannouchi, qui purge déjà une peine d'un an de prison pour « glorification du terrorisme ». l'ancien Premier ministre Youssef Chahed et l'ancienne chef de cabinet de Saied Nadia Akacha.

La juge Raoutha Khalifa a expliqué que les conditions de travail des juges sont pires que jamais, affirmant qu'ils sont victimes d'intimidation et utilisés comme des pions dans un jeu politique auquel ils n'ont jamais demandé de jouer

dans un jeu politique auquel ils n'ont jamais demandé de jouer.

« Les juges subissent désormais tellement de pression. Ils ont peur ; en réalité, nous sommes terrorisés. Nous voulons un retour à un processus judiciaire normal, à des procès équitables dans le cadre de l'État de droit", a-t-il déclaré. Khalifa a déclaré à VOA.

Les juges protestataires affirment qu'ils subissent des pressions pour qu'ils travaillent conformément aux souhaits du président, en ouvrant des enquêtes et en jugeant des affaires de nature politique.

En plus d'appeler à un système judiciaire libre et au retour à l'État de droit, les juges protestataires exigent également la libération du juge Bechir Akremi, qui a été arrêté et emprisonné pour son implication présumée dans l'assassinat de l'homme politique Chokri Belaid en 2013. Son épouse était présente. , tenant une affiche avec sa photo.

Après la révolution démocratique de 2011, la constitution de 2014 a fait du pouvoir judiciaire une autorité indépendante. Les juges souhaitent un retour à ce principe : être un pouvoir autorégulé et juger selon la loi.

Saied a fermé le précédent parlement élu en juillet 2021, passant à gouverner par décret et a introduit des politiques qui réduisent les freins et contrepoids à son pouvoir par le parlement ou les tribunaux.

Les partis d'opposition ont qualifié cette décision de « coup d'État constitutionnel ».
